

Enbata

AG d'Abertzaleen
Batasuna

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
15 novembre 2012
n° 2253
1,30 €

MAITE
ZAITUZTEGU

Manifestation Herrira

Impressionnant
soutien aux preso

ISSN 0294-4596



917702941459006



L'ennemi intérieur

SI le ministre de l'Intérieur pensait enfumer l'opinion publique en affirmant ne pas avoir ordonné l'arrestation d'Aurore Martin le jour de la Toussaint, c'est raté.

Ni les élus, ni les citoyens ne gobent le caractère fortuit de l'arrestation de la militante. Les témoignages concordent sur un déploiement inhabituel des forces de l'ordre sur les routes souletines et bas-navarraises ce jour-là. La livraison d'Aurore à la justice d'exception espagnole est bien un acte politique voulu, réfléchi. L'objectif de Valls? Faire plaisir à Madrid, bien sûr, mais aussi, probablement, susciter des actions violentes de protestation de quelques jeunes abertzale. Ainsi aurait-il pu dénoncer la main d'ETA derrière d'éventuels gestes de violence et donner chair au misérable amalgame qu'il a osé entre la revendication d'une collectivité territoriale basque et ETA.

La raison première de l'exécution brutale du MAE est sans doute là. Dans deux entretiens à la presse, Valls concède que la loi française prévoit bien la possibilité de collectivités territoriales à statut particulier. Paris, l'outre-mer, la Corse en bénéficient déjà. Mais il refuse l'idée que le Pays Basque puisse en être doté. Pour lui, cette concession porterait atteinte à l'unicité et à l'indivisibilité de la république. Cela laisse entendre que la revendication d'une collectivité territoriale, portée, comme chacun sait, par la grande majorité des élus du Pays Basque Nord toutes couleurs politiques confondues, serait une tentative de sécession. MM Brisson, Lasserre ou Lassalle seraient donc des séparatistes! Fichtre! Cela laisse entendre aussi que, dans l'esprit du ministre de l'Intérieur, la Corse ou les territoires d'outre-mer ne font déjà plus véritablement partie de la république. Discontinuité territoriale oblige?

Dans le même temps, Valls affirme que *«la loi permet déjà de regrouper des communes correspondant à un même territoire»*. Il cite *«les agglomérations, communauté de communes, pays, autant d'outils que les élus peuvent utiliser»*. Mais alors, pourquoi pas une collectivité territoriale propre au Pays Basque?

La réponse à cette question est connue de longue date. C'est la peur viscérale de tous les jacobins à l'idée d'une entité qui trans-

cenderait les frontières étatiques actuelles. Certes, on est européen. On accepte que les États se dépouillent de certaines prérogatives au profit de l'Union. Mais dès lors qu'il s'agit d'appliquer le principe de subsidiarité vers le bas, on freine des quatre fers. L'Etat-nation hérité de la révolution et de l'aventure napoléonienne doit rester immuable. Etrange conception d'une histoire qui serait figée. Non M. Valls, l'histoire n'est pas figée à jamais, l'histoire est un perpétuel mouvement, une suite d'innombrables changements. Lisez donc Montaigne, vous qui semblez ne l'avoir jamais lu: *«Le monde n'est qu'une branloire pérenne. Toutes choses y branlent sans cesse, la terre, les rochers du Caucase, les pyramides d'Egypte, et du branle public et du leur. La constance même n'est autre chose qu'un branle plus languissant»*.

Défendre l'idée que l'organisation politique, administrative ou sociale de la France ne peut évoluer est une vision profondément réactionnaire de l'histoire. C'était précisément celle des nobles et du clergé qui s'accrochaient à leurs privilèges face aux remises en cause des révolutionnaires de 1789. Que des socialistes, qui se disent progressistes, s'enferment dans un carcan mental aussi dépassé est navrant.

Dans le même temps, Manuel Valls poursuit des objectifs bien personnels. Dévoré par l'ambition politique, il se voit déjà premier ministre et, au-delà, président de la république. Le fonds de commerce électoral qu'il vise n'est pas cette partie dynamique, ouverte, généreuse de la société. C'est cette France vieillissante, peureuse, crispée sur la défense des intérêts acquis. Surfant sur la vague d'une demande sécuritaire qui va s'amplifiant, Valls expulse les Roms, stigmatise les populations en difficulté, confirme les poursuites engagées par le gouvernement de Sarkozy contre des policiers qui avaient dénoncé les dysfonctionnements graves de l'action policière. En ces temps d'incertitudes où l'opinion inquiète a tendance à chercher des boucs émissaires, Valls s'attache à lui en trouver. ETA en fait partie. Peu lui importe que l'organisation ait tourné la page des attentats. L'ennemi intérieur fait toujours recette.

Milesker Valls jauna !

HAMABOST mila kide bildu dira Baionako karriketetan Herrira erakundearen deiarri erantzunez. Milaka herritar, ehunka hautetsi, zahar, gazte, gizon, emazte: herri oso bat bildu da Baionan. Karrikan, ostatueta, manifestazio denboran entzuten ahal zen euskara, frantsesa, espainola: Euskal Herriko errealitate desberdinak bilduak ziren. Ikusten ahal ziren beste herri batzuetako koloreak, Britainiakoak, Korsikakoak... Sostengu guzien hitzordua izan da ere larunbateko elkarretaratzea. Zergatik arakasta hori? Zergatik nehorik pentsatzen ez zituen markak gaindituak izan dira Iparraldeko manifa batean? Ez da dudarik azken gertakariak, azken adierazpen batzuek, ukan dutela inpaktu azkar bat parte hartze zabal horretan. Eta partikulazki Valls barne ministro frantsesaren erranek dutela sua piztu. Azken hamar egun hauetan ikusi direnak Ipar Euskal Herrian aski azpimarragarriak dira. Nork pentsa zezakeen alderdi politiko desberdinetako zuzendariak biltzen ahal zirela suprefeturaren aitzinean, CRS lerro baten parean, denen izenean, François Hollande frantses lehendakariari gutun bat helarazteko? Nork pentsa zezakeen euskal preso politikoaren manifestazio deia egina izaiten ahalko zela UMP, PC, PS, Modem-eko kide batzuekin? Nork pentsa zezakeen euskal pre-

soen manifestaldi baten aitzineko banderolaren gibelean ikusiko zirela, besteak beste, Frédérique Espagnac PSko senataria, Kotte Ezenarro, Alain Iriart kontseilari orokorrak, Sylviane Alaux, Colette Capdevielle diputatu sozialistak, Olivier Dartigolles, PCFko kidea, Christine Bessonart, Auzapezen Biltzarreko lehendakaria, Philippe Poutou, NPAko ordezkaria, Alice Leiceagezahar, Europe Ecologie-Berdeak-eko eskualde kontseilaria, Peio Urizar, Eusko Alkartasuneko lehendakaria, Sabino Cuadra, Amaiurreko diputatua, Abertzaleen Batasuneko eta Batasuneko bozeramaileak eta gibelean beste ehun bat hautetsi? Nork pentsa zezakeen Valls-ek Euskal Herriko Lurralde Elkargoari buruz erranek, hainbeste erreakzio sortuko zituztela? Valls berak, naski, ez zuen neurtua. Geroak erranen zergatik frantses gobernamentu berria sartu den espainolen jokoan, ondorioak neurtu gabe, edo gaizki neurturik. Azken egunetako argazkiak ederrak eta itxaropentsuak izan dira. Batasun hori zaindu behar da, joko politikoak baztertu eta hitzeri segida eman. Bake prozesuak laguntzen ditu hurbiltze horiek, eta ulertezinak bilakarazten Valls eta bere espainol lagunak probokazioak. Gauzak aldatzen ari direnaren frogak, Euskal Herrian aldatzen, baina ez oraino Parisen edo Madrilen.



CETTE SEMAINE
TARTARO
S'EST ÉTONNÉ

Le référendum écossais

I - L'accord d'Edinburgh

● David Lannes

LE 15 octobre, le premier ministre britannique David Cameron et son homologue écossais Alex Salmond signaient à Edinburgh un accord transférant au Parlement autonome de Holyrood les compétences constitutionnelles nécessaires à la tenue d'un référendum d'autodétermination. Les deux hommes affirmaient souhaiter «un référendum légal et juste produisant un résultat décisif et respecté». Je reviendrai dans une prochaine chronique sur les affrontements politiques et idéologiques suscités par cette perspective et me contenterai donc ici de rappeler quelles sont les différentes options sur la table, et de détailler un peu la teneur de l'accord d'Edinburgh.

Les différentes options

Statu quo. En 1999, le Royaume Uni a transféré une partie des pouvoirs du gouvernement central de Westminster aux Parlements autonomes d'Irlande du Nord, du Pays de Galles, et d'Ecosse. Dans le cas de l'Ecosse, les compétences transférées incluent notamment: santé et travail social, éducation et formation, police et justice, agriculture et pêche, environnement, tourisme et sport, transports locaux... Les «domaines réservés» conservés par Westminster sont entre autres: la constitution, la politique étrangère, la défense, la politique fiscale et sociale, les grandes mesures économiques, l'emploi, les grandes infrastructures...

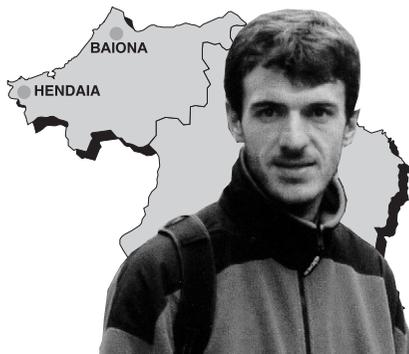
Devolution-plus (ou «*devo plus*»). Il s'agit tout simplement d'accroître le pouvoir de Holyrood en lui octroyant de nouvelles compétences. Dans sa formule la plus communément évoquée, l'Ecosse pourrait contrôler les deux tiers des impôts et la gestion du système social. La politique étrangère, la défense, la politique monétaire, mais aussi la gestion des retraites et la TVA resteraient aux mains du Royaume-Uni. Cette formule séduit certains nationalistes, mais aussi certains unionistes à l'instar des «*Liberal Democrats*» qui vont même jusqu'à proposer de remplacer l'Acte d'Union de 1707 par une nouvelle «*déclaration d'union fédérale*» par toutes les composantes du Royaume Uni.

Devolution-max (ou «*devo max*»). Comme son nom l'indique, il s'agit de l'autonomie maximale que l'Ecosse puisse imaginer sans être indépendante. Elle jouirait d'une liberté fiscale complète mais resterait toutefois membre du Royaume-Uni ce qui impliquerait une politique étrangère et une politique de défense communes. Indépendance. Telle que la conçoit Alex Salmond, il s'agit d'une version «*light*» de l'indépendance (d'ailleurs souvent surnommée «*indy lite*») afin de ne pas effrayer les électeurs indécis. La Reine d'Angleterre resterait chef de l'Etat (comme c'est le cas au Canada), la monnaie resterait la livre sterling, et l'Ecosse resterait membre de l'Union Européenne et de l'OTAN.

L'accord d'Edinburgh

Le premier round de la bataille entre nationalistes et unionistes a déjà eu lieu et l'accord d'Edinburgh est le résultat d'après négociations.

Le point central était de savoir si le texte du référendum devait proposer deux options (statu quo ou indépendance), ou si l'on devait en inclure une troisième



(«*devo plus*» en l'occurrence). Salmond préférerait de loin la seconde formule car les sondages semblent indiquer que la «*devo plus*» est très populaire. En cas d'échec du «*oui*» à l'indépendance, il aurait pu revendiquer l'obtention de celle-ci comme une victoire. Cameron était au contraire farouchement opposé à cette formule qui risquait de diviser le camp des opposants à l'indépendance. Ne disposant pas de soutiens suffisants en faveur de sa formule, Salmond a fini par céder aux exigences de Cameron sur ce point.

La formulation de la question fait également débat. Salmond a proposé «*Etes-vous d'accord que l'Ecosse devrait être un pays indépendant?*», mais les Unionistes estiment que cette formulation est biaisée car il serait plus difficile de s'opposer à une affirmation que d'y adhérer. Les deux parties ont accepté de s'en remettre à l'arbitrage d'une Commission électorale.

La date du référendum était le troisième point de désaccord. Cameron souhaitait que la consultation se fasse le plus rapidement possible pour profiter de l'importante avance du camp unioniste dans les sondages, mais Salmond a obtenu que la date soit repoussée à octobre 2014, ce qui lui laisse le temps d'inverser la tendance — et de profiter de la commémoration du 700^{ème} anniversaire de la bataille de Bannockburn, l'une des très rares victoires militaires des Ecossais sur les Anglais! Dernier point d'achoppement, le corps électoral. Comme pour les élections au Parlement écossais, tout résident en Ecosse pourra voter même s'il est né dans une autre composante du Royaume-Uni; inversement, toute personne née en Ecosse mais n'y résidant pas ne pourra pas voter. Ce ne sont pas ces règles qui ont posé problème, mais l'âge légal du vote que Salmond voulait abaisser à 16 ans. Il estime en effet (à tort ou à raison) que les plus jeunes sont davantage favorables à l'indépendance, et il compte accentuer le contraste entre une Ecosse «*moderne*» et une Angleterre «*sclérosée*». Sur ce point également, Cameron a cédé aux exigences de Salmond.

L'opinion majoritaire est que ce premier affrontement entre indépendantistes et unionistes s'est soldé par une victoire de ces derniers. Le premier des points évoqués ci-dessus (nombre d'options proposées au vote) était en effet le plus important. Mais, à deux ans de l'échéance fatidique, rien n'est encore joué. Je reviendrai dans ma prochaine chronique sur les options et stratégies des deux camps.

●●● et amusé que le président sortant Hu Jintao, dont la famille a amassé une fortune colossale durant ses 10 ans de mandat, ouvre le 18^{ème} congrès du PC chinois en dénonçant la corruption endémique du pays. Quand on lui montre la tune du doigt, l'imbécile regarde le doigt (proverbe basco chinois).

●●● pas tant que ça que, selon une étude récente du Federal Bureau of Labor Statistics, la précarité continue à croître fortement aux USA. Comme dit le cousin californien de Tartaro: before we had Steve Jobs, Bob Hope and Johnny Cash, now we have no jobs, no hope and no cash.

●●● que les électeurs des Etats du Colorado et Washington, consultés par referendum mardi dernier légalisent complètement l'usage de la marijuana. Oh pétard!

●●● pas tant que ça que le sénateur UMP Serge Dassault estime au micro de *France Culture* que la «*décadence*» de la Grèce antique était liée à l'homosexualité. Avec ce fol sénateur, l'UMP n'est pas trop aidée.

●●● que Mgr Aillet, le très traditionaliste évêque de Bayonne, ait appelé à participer à la manifestation de samedi dernier pour les preso. Ah bon? Aillet Aiete à la conférence lui aussi?

●●● que les journalistes du site du quotidien *La Croix* aient estimé à 3.000 le nombre de manifestants samedi à Bayonne alors que les autres médias en annonçaient 15.000. Compter dans ces manifs, c'est *La Croix* et la bannière.

Impressionnant soutien aux preso

Abandon des armes par ETA, conférence d'Aiete, succès électoraux d'EH Bildu, extradition d'Aurore Martin, provocations de Manuel Valls, tout cela a contribué, à des degrés divers, à l'immense mobilisation de samedi dernier à Bayonne en faveur du rapprochement des preso et du processus de paix en Euskal Herria.

La manifestation de samedi dernier a battu un record: ce fut la plus imposante de toutes les marches jamais organisées en Iparralde. Malgré une pluie battante, des milliers et des milliers de manifestants ont répondu à l'appel de Herrira, demandant le rapprochement des prisonniers politiques basques et le respect des droits des exilés, en France et en Espagne. Ils étaient venus en nombre considérable des sept provinces, avec un fort contingent d'Hegoalde —une soixantaine d'autobus— qui accentuait le caractère national de la marche. La tête du cortège arrivait à la place Saint-André alors que les derniers manifestants quittaient à peine la place des Basques.

Kotte Ecenarro, vice-président du Conseil général, Frédérique Espagnac, sénatrice socialiste, Sylviane Alaux, députée socialiste, et Alain Hiriart, conseiller général AB. Défilaient également Colette Capdevielle, députée socialiste, Christophe Martin, conseiller général, Mathieu Bergé, conseiller régional, Martine Bisauta et Jean-René Etchegaray, maires-adjoints de Bayonne. Sans compter les très nombreux maires, maires-adjoints ou conseillers municipaux de tout Iparralde. Seuls l'UMP et le Modem brillaient par leur absence.

Respect des Droits de l'homme

Le succès de la marche, sans doute amplifié par le choc causé dans l'opinion publique par l'extradition d'Aurore Martin ainsi que par les



En tête du cortège, les membres des familles des preso portant les photos de leurs proches emprisonnés à des centaines de kilomètres d'Euskal Herria, marchant au rythme des joaldun arborant le portrait d'Aurore Martin. Puis, derrière, la banderole du collectif des réfugiés politiques. La banderole officielle «Giza eskubide guziak. Euskal presoak Euskal Herrira» qui devait ouvrir la marche se trouvait reléguée plus à l'arrière, tenue par Paxkal Indo, président de Seaska, Erregina Dolosor de la CFDT, Alice Leizeagezahar, conseillère régionale EELV, Laura Mintegi, chef de file et députée EH Bildu nouvellement élue au legebiltzar de la CAV, Jean Francois Leffort, porte-parole de Batasuna, Peio Etxeberri-Ainchart, porte-parole d'ABko, Angela Mejias, photographe,

propos incendiaires de Manuel Valls sur la revendication d'une collectivité territoriale pour Iparralde, montre bien que des secteurs de plus en plus larges de la société d'Iparralde sont sensibles au succès du processus de paix en Euskal Herria. On côtoyait samedi des manifestants dont on n'aurait jamais pensé qu'ils fussent sensibles à la cause basque. Les slogans «Presoak kalera, amnistia osoa» ou «Amnistiari gabe bakerik ez» lancés par des milliers de poitrines tout au long du cortège exprimaient l'exigence d'un règlement global du conflit, dans le droit fil de la déclaration d'Aiete.

Les déclarations de la député socialiste Colette Capdevielle, dont on connaît l'engagement pour le respect des droits de l'homme, ne sont



pas passées inaperçues: «la question du sort des prisonniers basques est un élément clé de la résolution du conflit». Interrogée sur les propos du ministre de l'Intérieur, elle a affirmé que «le rôle des parlementaires est d'exercer un contrôle sur l'exécutif» et que les manifestants de samedi étaient là «pour lui montrer l'inverse» de ce qu'il avait déclaré.

Au terme de la manifestation, une déclaration reprenant les objectifs de la marche a été lue par Mixel Etxekopar en euskara, Marie-José Basurkoko en français et Nagore Garcia en espagnol.

Reste à voir si la mobilisation de samedi, grave, digne, pacifique —à l'inverse de ce qu'espérait sans doute Manuel Valls— suffira à faire bouger les lignes à Paris et à Madrid. En attendant, Alain Rousset a fait savoir qu'il avait demandé à Jean-Marc Ayrault d'intervenir auprès de Madrid pour obtenir la libération d'Aurore Martin. On nous avait pourtant expliqué que c'était une affaire de juge à juge!

Rappelons qu'outre Aurore, 620 prisonniers politiques basques croupissent en prison, dispersés dans les geôles françaises (137 d'entre eux) et espagnoles (483), à des centaines de kilomètres du Pays Basque et de leurs familles. Pour Herrira l'urgence est la libération des 14 détenus malades et des 169 éligibles à la liberté conditionnelle.

HAMAHIRU alderdi politikok dei egina zuten larunbateko martxarat: EH Baik, EAJK, EH Bilduk, Alternatibak, Aralarrek, Ezker Batuak, ezker abertzaleak, EAK, Gorrirideak, NPAk, Oldartuk, Autonomia Eraikik, Libertat-Bearnek eta Indar Beltza-Energie Nirek.

PS, Modem eta Corsica Liberako zenbait senatari, diputatu eta hautetsik ere beren sustengua adierazia zuten, baita EELko kontseilari nagusiak eta Pirinio Atlantikoetako Kontseilu Nagusiko presidenteordeak ere. Ipar Euskal Herriko 31 auzapezek eta 40 herritako auzapez ordeak eta kontseilariak ere manifestaldirat deitua zuten.

Bederatzi sindikatuk bere egina zuten deia: ELA, LAB, CFDT, Sud-Solidaire, ELB, Hiru, EHNE, ESK eta CNTk. Euskal Herriko 50 elkartek ere deitua zuten protestarat, eta beste hainbat eremutako arduradunek ere bai. Baionako gotzainak berak manifestaldian parte hartzerat deitua zuen.

2012KO AZAROAREN 15AN

GOGOETA, EZTABAIDA ETA FORMAKUNTZA TRESNA

STÉPHANIE ET NATHALIE, MEMBRES DE L'ASSOCIATION POUR UNE ALTERNATIVE FÉMINISTE (PAF)

L'UPOP du PAF... pour (re)penser !

Du 15 au 17 novembre, se déroulera la 3^e édition de cet outil de sensibilisation aux questions de genre dans une perspective féministe.



Le PAF! est une association féministe marquée par son caractère mixte, qui veut informer et sensibiliser sur la condition des femmes dans la société.

Cela passe par des soirées de soutien, l'appui à des événements féministes et des sessions de formation (conférences, projections de films, documentaires, etc.).

La formation prend la forme, entre autres, depuis 2010 d'une université populaire (UPOP). Stéphanie et Nathalie, du PAF, présentent pour *Alda!* les caractéristiques de cet outil de formation.

Une UPOP, c'est quoi exactement ?

C'est d'abord une «université», car c'est un temps de réflexion (généralement 3 jours) sur divers sujets, avec des intervenant-e-s qui peuvent être chercheurs, professeurs, sociologues, anthropologues, étudiant-e-s...

«Populaire» car elle est gratuite et ouverte à tou-te-s.



"PAF elkartearen Unibertsitate Popularrak urtero aldatzen dituen gaien bidez genero galdeei buruz perspektiba feminista batean sentsibilizatzeko xedea du!"

L'université Pop a pour but de sensibiliser aux questions de genre à travers des thématiques variées, chaque année renouvelées, dans une perspective féministe.

Pendant les 3 jours, les intervenant-e-s ainsi que tou-te-s les participant-e-s peuvent se retrouver, au-delà des conférences, autour d'un café (le matin), d'un repas (midi et soir) ou d'une soirée (en clôture) pour échanger de manière plus informelle.

Pour arriver à cette convivialité, l'UPOP se déroule dans deux endroits de référence : l'IUT et le Patxoki, à Bayonne.



Stéphanie & Nathalie

Quels sont les sujets plus que vous avez l'habitude de traiter ?

Tout au long de l'année, nous traitons de sujets d'actualité ou de sujets qui nous tiennent à cœur.

Par exemple cet été, nous nous sommes auto-formées avec une conférence sur la prostitution menée par une membre du PAF, étudiante en Sciences Politiques à Bordeaux, secondée d'une autre membre, elle salariée à AIDES.

Lors des précédentes UPOP, nous avons pensé le concept de «la mixité» en l'abondant sous ses différentes formes : mixité de genre et mixité sociale, et sous ses différents états (idéal, pis aller, artifice).

De la même manière, en 2010, nous avons pensé les inégalités.

Nous essayons toujours d'associer savoir pratique et mise en forme théorique afin de faire le lien entre des vécus quotidiens et les logiques qui les sous-tendent.

Cette année c'est le thème de la Famille... "(Re) penser la famille". D'où vous est venue l'idée ?

Comment vous êtes-vous pris pour mieux cerner le sujet, aller au delà de ce qui se traite dans l'actualité ?

Nous sommes toujours en recherche de thèmes actuels ayant une portée féministe.

La famille est le lieu où sont marqués, de par leur rôle, les places des femmes et des hommes.

La famille occidentale est en train de connaître une révolution silencieuse, autour de la conjugalité et la filiation.

La société montre une nouvelle réalité que sont les familles recomposées, monoparentales, homoparentales,...

C'est d'ailleurs un thème complètement d'actualité, en rapport avec le projet du gouvernement de mariage pour toutes et tous.



"Unibertsitate popular baten antolakuntzaren karietarat hautatzen den gaiari buruz hainbat galdera, ikerketa, etab. egiten dira... horrela auto-formakuntzari hasiera emanez!"

Avec l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail, leurs prises de responsabilités économiques ou politiques (même si insuffisantes), ont provoqué une évolution des mentalités sans précédent.

Avec cette UPOP, nous avons donc voulu creuser un peu plus cette thématique, en proposant de faire un tour d'horizon de ces évolutions dans la famille et en essayant d'aller au-delà du lien biologique et de se centrer sur le concept de famille.

Nous essayons (dans la mesure du possible) de laisser de côté les partis-pris, afin de faire de l'UPOP un moment de réflexion réel qui nous donnerait des clés afin de mieux comprendre les problématiques de la société et être mieux armé ensuite pour se faire une opinion, prendre position.

C'est pourquoi il est important que le choix des interventions soit varié.

Qu'apporte au PAF le format des UPOP ?

«*Tout ce que je sais, c'est que je ne sais rien*». Nous avons toujours pensé nos UPOP en terme d'auto-formation, car comme dirait Socrate, plus ça va moins on en sait.

A la base, l'UPOP a été conçue comme formation pour les membres de l'association.

Mais nous avons voulu partager cette opportunité d'accès à la réflexion à toutes les personnes qui souhaitent en bénéficier.

Quant à l'organisation en elle-même, le plus dur n'est pas la partie technique de la chose, mais bien la réflexion à mener sur le thème choisi : comment et pourquoi choisir ce thème précis, sous quel biais et sous quelle forme l'aborder, qui inviter et pourquoi.

Et puisqu'elle induit des questionnements, des recherches, des engagements, cette réflexion en amont est pour nous déjà une étape dans l'auto-formation.



15, 16 & 17 NOVEMBRE BAYONNE

UNIVERSITÉ POP 2012

CONFÉRENCES SOIRÉE

PENSER LA FAMILLE AU DELÀ DU LIEN BIOLOGIQUE, LE CONCEPT DE FAMILLE

Contact : lepaf.eh@gmail.com
Plus d'infos sur : www.pourunealternativefeministe.org

UNIVERSITÉ POPULAIRE 2012

(Re) penser la famille. Au delà du lien biologique, le concept de famille.

Du jeudi 15 au samedi 17 novembre 2012 à l'IUT, place Saint-André à Bayonne.

Université : un temps de travail et de réflexion sur divers sujets. Des intervenant-e-s (professeurs, sociologues, psychologues, ...) pour animer des conférences, débats, ateliers, ...
Populaire : gratuite et accessible à tou-te-s. Ouverte à différents sujets.

L'Université Populaire du PAF! (Pour une Alternative Féministe) a pour but de sensibiliser aux questions de genre à travers des thématiques chaque année renouvelées. Cette année nous avons décidé de (re)penser la famille avec l'objectif permanent d'associer une perspective féministe aux discussions qui auront lieu.

La famille dans sa conception traditionnelle semble avoir éclaté, pour laisser place aujourd'hui à une structure polymorphe. L'actualité nous plonge dans ces problématiques et soulève des questionnements.
Quelle serait la différence entre famille et parentalité ?
Qu'impliquent les nouveaux modes de parentalité dans le quotidien ?
Comment les institutions travaillent à légiférer sur ces transformations ?
...

PROGRAMME

Jeudi 15 novembre à 20h30 : Colette Sabatier - Evolution des rôles parentaux. Du statut hiérarchique au lien affectif et social.

Vendredi 16 novembre à 20h30 : Adelaïde Daraspe - La diaspora basque : une famille identitaire

Samedi 17 novembre à 10h : Mari Luz Esteban - Crítica del pensamiento amoroso (Critique de la pensée amoureuse). Conférence en langue basque, traduction française simultanée.

Samedi 17 novembre à 14h : Virginie Descoutures - En quoi l'homoparentalité nous permet de (re)penser «la» famille ?

Samedi 17 novembre à 22h : soirée PAF! concert et DJ.

Contact : lepaf.eh@gmail.com
Retrouvez l'intégralité des textes sur www.pourunealternativefeministe.org

Heien amets gaixtoa... gure errealitatea

Samatsa

Aurore Martin-en arrestatzeak ez ohizko oihartzun zabala ekarri du komunikazio ahalmen guzietan; horren ondotik kritikak, komentarioak, erreakzioak izan dira prentsan partikulazki.

Erranak diren gauzen bilduma bat egiten bada, iduri luke batzuek Euskal Herri bat edo euskal populu bat asmatzen dutela. Nahi lukete, eta berdin Frantziako egungo barne ministroak ere holako sendimenduak atxikitzen ditu bere baitan, Euskal Herria izateko herri ttipi bat, ahal bezainbat hertsia baita ere; hortarako azpimarratua da adibidez Nafarroa edo Baiona ez direla Euskal Herriko mugetan sartzen. Amesten dute ere euskal identitatea edo kultura dela iraganetik ateratu den folklorismo huts bat; maila hortan ere, zer ez da irakurtzen... batzuek ikuspegi kolonialista bat baizik ez dute. Beste batzuek aldiz euskal popularen deskribapen zientifiko bat entseatzeko dira egitea, frogatzeko azken finean euskaldunak ez dela munduan, prest dira azken horiek segurtatzea Frantzia eta Espainia arteko muga hor zela jadanik Neolitikoan! Azkenik, aintzek asmatzen dute ere abertzaletasun berezi bat, errotuenak ausartzen dira Euskal Herria 1930. hamarkadan Alemaniaren pasatu denarekin konparatuz! Bixtan dena, euskaldunak etsiak dira eta abertzaleek nahi lituzkete espainol eta frantses guzikiak garbitu!

Maleruski, egun batez, beharko dira iratzari eta konturatuko dira beren ametsa... gaixtoa baizik ez dela. Gaur egun, zalan-tzan emana den zazpiak bat hori, Ernest Renan frantses historialariak aipatzen zuen "eguneroko plebizito" bat bilakatu da. Gero eta gehiago ikusten da euskaldunen edo abertzaleen proiektua idekia dela eta etorkizuneko esperantza bat dela. Horrez gain, hamaika elementu balitezke frogatzeko Euskal Herriak gaur egun aniztasun zabal bat ezagutzen duela hainbat mailatan. Politikan hamaika alderdi, hiru hizkuntza ofizialak eta beste batzuek entzuten ahal direnak, gizartearen erdia baino gehiagorentzat burasoak kanpotik etorria, aniztasun sindikala, lau gobernamentu, euskal identitatea berak hamaika aurpegi, etab.

Azken finean, egungo euskal errealitatea gure ametsaren zutabe... eta heien amets gaixtoa!

DOMINIQUE BOURG

Philosophe et professeur à la faculté de géosciences et de l'environnement de l'Université de Lausanne



"Substituabilité"

Pour continuer à exploiter d'autres aspects de la nature !

Nous sommes passés en quelques années d'une abondance supposée de ressources naturelles à une pénurie prochaine.

Comment a-t-on pu arriver à cette situation de non-retour ?

Cette situation est issue de la logique même de nos sociétés.

La finalité des sociétés démocratiques Occidentales, c'est l'enrichissement du plus grand nombre.

Et l'enrichissement matériel du plus grand nombre se traduit dans la croissance du PIB.

On a cru à un moment donné avec le développement durable que l'on pourrait découpler la croissance du PIB de la consommation des ressources.

Or, à l'échelle globale, cela ne fonctionne pas.

Cette tendance très forte, propre à ce type d'organisation de la société, très complexe car faisant intervenir des paramètres multiples, nous conduisait nécessairement à transgresser les capacités de régulation de la planète et à heurter la finitude des différentes ressources indispensables à nos économies.

Cet aboutissement a été maintes fois annoncé : songeons notamment au Rapport Meadows au Club de Rome de 1972.

Aujourd'hui, apparaissent plus clairement encore les signaux du crash futur.

Nous avons donc été prévenus mais n'avons pas voulu intégrer ce constat-là ?

Non, et cela pour plusieurs raisons.

La première, que je viens d'évoquer, tient à notre mécanisme de fond.

La deuxième réside en l'idée de développement durable dont on constate aujourd'hui l'échec, et la troisième est également contenue dans certaines conceptions de la durabilité. C'est ce que l'on appelle la «*substituabilité*», c'est à-dire le fait que le marché finit toujours par susciter des techniques qui vont nous permettre de nous en sortir. Les techniques sont extrêmement importantes, et incontournables. Malgré tout, elles ne sont jamais que des médiations entre nous et le monde naturel. Il n'existe pas de substitution du capital reproductible au capital naturel il y a simplement des techniques qui permettent à un moment donné quand telle partie du capital naturel est épuisée de se reporter sur telle autre. Cela n'est plus possible dès lors que la pénurie devient systématique ou systématique, ce qui commence à être le cas avec les métaux. Entendons bien toutefois, en matière de métaux, il s'agit d'une pénurie relative plutôt qu'absolue, même si l'on annonce l'épuisement prochain de nombre de réserves exploitées ou connues. Nous trouverons très probablement de nouveaux gisements, mais beaucoup plus profonds, qui exigeront plus d'énergie, et qui ne permettront probablement plus les mêmes capacités d'extraction.

La substituabilité ne joue pas entre la technique et la nature, elle permet à nos techniques d'exploiter d'autres aspects de la nature, ce qui fonctionnera de moins en moins sur une planète pillée et dévastée.



L'obsolescence programmée,
symbole de la société du gaspillage

Voir le rapport 2010 : www.amisdelaterre.org/L-obsolescence-programmee-symbole.html

Les "8R" de Serge Latouche

Pour sortir de la religion de la croissance

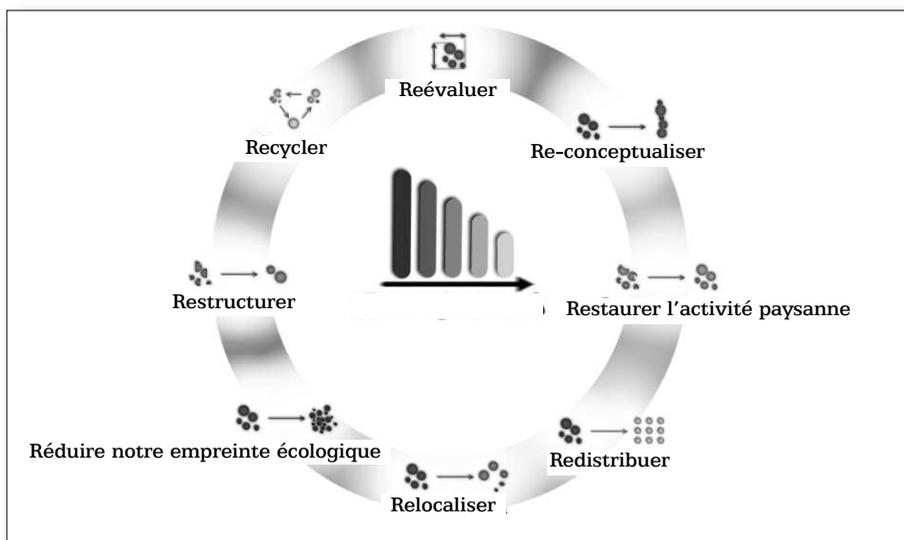
1° Reévaluer : Changer les valeurs de nos sociétés, décoloniser notre imaginaire...

2° Re-conceptualiser : Sortir du capitalisme, redonner la priorité du social, de l'humain sur l'économie...

3° Restructurer : restructurer la société sur d'autres valeurs que le seul profit, sur une autre approche du temps de vie...

4° Redistribuer : les droits de tirage sur la biosphère, retrouver l'empreinte écologique normale, etc. et pourquoi pas retrouver le yaourt de notre enfance avec les fraises du jardin, produit qui n'aurait fait que quelques kilomètres...

5° Relocaliser : Remettre les produits à leur véritable coût incluant l'écologie, nous permettant de redécouvrir les vertus de nombre de produits locaux, c'est déjà re-localiser l'emploi, lutter contre le chômage, retrouver le sens de là où l'on vit, sortir d'un monde géographique virtuel...

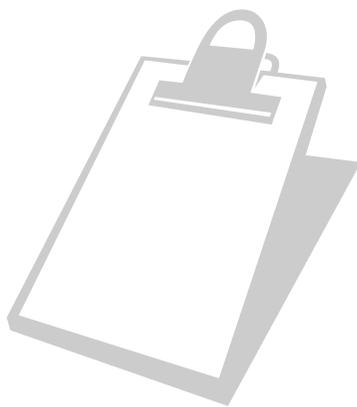


6° Réduire notre empreinte écologique : Changer sa manière de consommer, adapter les habitations, réduire le temps de travail, travailler moins pour travailler tous, Eduquer pour donner du sens à la vie, au temps réapproprié...

7° Restaurer l'activité paysanne : Sortir de la culture intensive, promouvoir la qualité des produits...

8° Recycler : Rendre effectif le recyclage sur tout le territoire, revaloriser les produits non jetables, favoriser la réparation qui crée des petits métiers de proximité... A cela il faudrait ajouter une forte taxation sur la publicité, lutter contre ce fléau environnemental (summum de l'inutile) 2^{ème} budget mondial après l'armement.

Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

Jeudi 29 novembre 20h30
Saint Jean de Luz / Donibane Lohitzune
 Grillerie de la Sardine
Azaroaren 29an arr. 8,30etan
Conférence / Mintzaldia
LA FIN DU PETROLE PAS CHER

C'est demain et ça va bouleverser nos sociétés !
Comprendre la situation, et préparer la transition dès aujourd'hui !
avec Guy Chauveteau
 Ancien directeur de recherche CNRS,
 ancien membre du Conseil Scientifique de l'Institut Français du Pétrole

Entrée gratuite / Sartzua uririk
 Inscrptions et renseignements à info@bizimugi.eu
 Izen emaita eta xehetasunak: info@bizimugi.eu
 Organisé par Bizi! Larrun-ek antolatuta

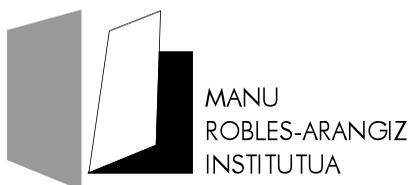
bizi!

Azaroaren 30an arr. 8:30tan
Donapaleu / Saint Palais
 Xerbitu Gunearen gibeletxo salan (oliza gibeletan) / Salle des Services Municipaux
Vendredi 30 novembre 20h30
Mintzaldia/Conférence
LA FIN DU PETROLE PAS CHER

C'est demain et ça va bouleverser nos sociétés !
Comprendre la situation, et préparer la transition dès aujourd'hui !
avec Guy Chauveteau
 Ancien directeur de recherche CNRS,
 ancien membre du Conseil Scientifique de l'Institut Français du Pétrole

Sartzua uririk / Entrée gratuite
 Izen emaita eta xehetasunak: info@bizimugi.eu
 Inscrptions et renseignements à info@bizimugi.eu
 Organisé par Bizi!, Manu Robles-Arangiz Fundazioa
 & Aldaka Gaztetxea-k antolatuta

bizi!



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
 20, Cordeliers karrkia
 64100 BAIONA
 ☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
 Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
 Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
 Xabier Harlouchet

Assemblée générale d'Abertzaleen Batasuna

En cette veille du 11 novembre, et contrairement aux deux années précédentes, l'ambiance à l'AG d'AB n'était pas à la guerre de tranchées. Abertzaleen Batasuna est partie prenante du processus de recomposition de la gauche abertzale. Le processus prendra le temps qu'il faudra et la vigilance pour ne pas reproduire les erreurs du passé est de mise. Aujourd'hui AB s'inscrit dans cette volonté commune d'agir ensemble pour être plus efficace et répondre mieux aux attentes de la population d'Iparaldea. Nous publions ci-après le ressenti d'un militant et celui d'un groupe d'adhérents, présents à l'AG d'AB.

AB sur le chemin de la recomposition

COMME toute assemblée générale, celle d'Abertzaleen Batasuna a commencé par les votes des bilans moral et financier de l'année passée, pour ensuite procéder au débat sur les deux textes présentés à l'ordre du jour de samedi dernier. Enfin, le dernier vote consistait à renouveler le secrétariat pour l'année à venir.

En premier lieu, le texte émanant du travail réalisé tout au long de l'année par les cinq partis, AB, Batasuna, EA, Aralar et Alternatiba a été débattu. Le document décline cette coopération au niveau d'Iparaldea. Tenant compte de la nouvelle situation politique, il convient à présent de favoriser le travail en commun. Le texte et la motion présentée sont complémentaires, ils posent les grands principes de la coopération entre forces abertzale de gauche tant au plan

national qu'au niveau d'Iparaldea. Ce même texte a également été proposé au débat aux assemblées générales de Batasuna et d'Eusko Alkartasuna.

La motion présentée par le secrétariat sortant définit la feuille de route de l'année à venir. Son axe majoritaire est le renforcement d'Euskal Herria Bai au-delà de la seule coalition électorale qu'elle a été jusque-là, pour en faire un espace politique commun. Ainsi, le capital engrangé aux élections se verra enrichi par les différentes interventions et le travail réalisé en dehors des campagnes électorales. Lors des derniers mois et dernières années, le travail commun entre abertzale de gauche s'est déjà organisé, notamment par le biais de la commission Institution. Aujourd'hui AB marque clairement sa volonté de structurer EH Bai entre les trois partis abertzale de



A la tribune, Michaël Alcibar et Peio Etcheverry-Ainchart

photo Le JPB

Nouveau secrétariat

David Aire, Michaël Alcibar, Filipe Bidart, Nikolas Blain, Jakes Bortayrou, Mertxe Colina, Panpi Dirassar, Beñat Elizondo, Pierre Espilondo, Peio Etcheverry-Ainchart, Ttote Etxebeste, Béatrice Peyrucq.

gauche présents en Iparaldea (AB, Batasuna et EA) en y laissant une place aux militant(e)s non encarté(e)s mais se retrouvant dans la philosophie d'Euskal Herria Bai.

Les missions pour les 12 mois à venir seront claires. Le secrétariat devra concrétiser les principes posés dans la motion votée à une très large majorité. Des propositions concrètes seront formulées aux partenaires d'Euskal Herria Bai comme par exemple l'organisation d'une université d'été d'EH Bai en lieu et place de celle d'AB pour l'année 2013. Une assemblée générale extraordinaire au printemps prochain constituera un point d'étape et sera l'occasion de revoir les statuts et règlement intérieur afin de doter AB d'organes de décisions repensés et plus efficaces pour avancer dans ce nouveau contexte.

Une AG de transition

PEU d'enjeu lors de cette AG d'AB, car pas d'élection à venir. Entre le début (bilans moral et financier de l'année écoulée rapidement expédiés) et la fin (renouvellement des membres du secrétariat et des porte-paroles), un petit plat de résistance au travers de deux textes émanant de l'accord des cinq partis abertzale de gauche d'Euskal Herria avec sa déclinaison au Nord. Il s'agissait de voir comment en Iparaldea trois de ces partis (EA, Batasuna et AB) pouvaient franchir un pas supplémentaire dans leur collaboration. Des textes plutôt abscons, même pour des militants habitués aux contorsions lexicales. Une majorité a sans nul doute, in fine, compris qu'il fallait aller au-delà de la coalition EH Bai sans pour autant, à l'instar d'AB dans les années 90, poser les bases d'un futur mouvement abertzale de gauche. Ce pas étant appelé «Espace politique commun». L'arrêt d'ETA n'aurait pas, notamment pour les leaders du mouvement, tout aplani. Il reste

encore des cultures politiques sensiblement différentes. Cette fameuse «recomposition du mouvement abertzale» ne serait pas finalement une fin en soi. Juste un moyen parmi d'autres pour s'approcher d'objectifs qui sont sûrement communs, on l'espère, à tout militant: en priorité convaincre encore et toujours au-delà de notre base militante. Et il reste fort à faire avec une stagnation des scores d'AB et Batasuna aux cantonales de 2011 (10 %) et aux législatives de 2012 (près de 9 %).

Alors, des amendements ont bien été posés sans grande conviction par celles et ceux qui craignent de voir disparaître, sans débats poussés, les spécificités d'AB: un mouvement autonome au Nord et non une filiale du Sud, une organisation démocratique et un financement transparent, des assemblées générales souveraines, des permanents qui ne sont pas les cadres politiques, lesquels remettent régulièrement en jeu leurs mandats, un attachement à l'ouverture aux autres notam-

ment à travers RPS (Régions et Peuples Solidaires), des prises de décisions non inscrites dans le marbre concernant les modalités d'engagement aux élections en considérant chacune d'entre elles de manière spécifique, avec des scrutins et des situations locales propres. Cette philosophie politique que d'aucun taxeront «d'iparraldéiste» a vocation à exister et à se structurer au sein comme au-delà d'AB. Le débat récurrent reste d'actualité à la veille des municipales: comment lever les freins de la non adhésion d'une large majorité de la population à nos thèses? A cette AG une tendance aurait pris le pas sur l'autre. Mais ici non plus pas de débat manichéen. Il n'y a pas d'un côté ceux qui sont pour l'ouverture vers des alliances à des non abertzale et d'autres repliés sur eux-mêmes. Il n'y a pas eu non plus confrontation entre ceux qui seraient pour un EH Bai limité aux abertzale et ceux qui seraient opposés à travailler avec Batasuna.

(Suite page 11)





Collectivité territoriale

Qui dit vrai? Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, qui ne veut résolument pas d'une reconnaissance institutionnelle du Pays Basque Nord, ou Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, qui déclare vouloir venir discuter du morceau de gras avec les élus du Pays Basque?

LE 28 octobre dernier, le ministre de l'Intérieur français, Manuel Valls, en visite à Madrid, donnait un entretien au quotidien *El País*. Non content de répéter qu'en matière de lutte anti ETA, le gouvernement d'Ayrault collerait à la politique de celui de Rajoy, Manuel Valls déclarait que dans la prochaine loi de décentralisation il n'y aurait pas de Pays Basque français, en d'autres termes, pas de collectivité territoriale à statut particulier. Trois jours plus tard, interrogé par *Sud Ouest* sur la décision d'extrader Aurore Martin, il confirmait les propos tenus à Madrid.

Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, recevant la délégation des Conseils des élus et du développement le 11 octobre dernier, avait déjà émis des doutes sur l'op-

portunité d'une collectivité spécifique au Pays Basque. Toutefois elle n'avait pas complètement fermé la porte et avait indiqué que le gouvernement était attentif au débat qui se déroulait actuellement pour mieux prendre en compte l'identité basque. Elle promettait une visite de concertation avec les élus en janvier prochain, avant le dépôt du projet de loi sur la décentralisation. Alors, cacophonie dont le gouvernement de Jean-Marc Ayrault est coutumier, ou répartition des rôles? Parmi les nombreuses et virulentes réactions suscitées en Iparralde par la fin de non-recevoir du ministre de l'Intérieur, nous avons choisi de publier celle de ses amis élus socialistes du Pays Basque qui émet un tout autre son de cloche sur le bien-fondé de la Collectivité territoriale.



Manuel Valls

Ce qu'il a dit

P. Ustedes tienen su propio problema vasco también.

R. Algunos diputados y alcaldes piden una región vasca. Ya he dicho esta semana en el Senado lo que pienso: no habrá un País Vasco francés en la próxima ley de descentralización. No habrá una estructura administrativa vasca, no queremos abrir ese debate. Tenemos las cosas muy claras y mientras ETA no entregue las armas seremos inflexibles.

(Entretien accordé par Manuel Valls à *El País* le 28/09/12)

Lettre ouverte à Manuel Valls

MONSIEUR le ministre de l'Intérieur, Comment ne pas réagir aux déclarations que vous avez faites à l'extérieur du territoire? Comment ne pas rappeler à votre mémoire quelques éléments objectifs ayant manifestement échappé à votre vigilance, dans l'exercice de l'interview à un quotidien espagnol? Le premier d'entre tous concerne la République, une et indivisible. Sur ce point nous serons tous d'accord. Nous sommes les élus de la République. Nous avons été désignés par le suffrage universel direct ou indirect pour représenter les Français.

Certes le sentiment d'appartenance à une culture spécifique, à un Pays et sans aucun doute à un département (bien qu'un effet de mode pousse à envisager la suppression de cet échelon réputé inutile, malgré sa popularité), a-t-il conduit certains à nous accorder particulièrement leur confiance à travers leur suffrage. Nous ne trahisons pas cet élan.

Dans les Pyrénées-Atlantiques, les questions relatives au Pays Basque ont un caractère déterminant. Tandis que l'Etat s'apprête à accomplir un acte majeur de décentralisation, il paraît évident que nous sommes attendus sur ce sujet. Nous nous efforçons de ne pas décevoir une attente très forte, fondée, historique et légitime. A aucun moment, nous ne renions notre appartenance à la République. C'est pourquoi il nous est désagréable d'être

suspectés de vouloir la démanteler au profit d'une stricte reconnaissance identitaire qui n'est résolument plus d'actualité.

Encore convient-il de savoir de quoi il est question quand nous parlons du Pays Basque. Depuis 1981 et la 54^{ème} promesse de campagne de François Mitterrand portant création d'un département basque, bien des espoirs et des déceptions sont survenus. Bien des étapes ont été franchies. Bien du temps est passé, permettant au territoire de doter son dynamisme économique, agricole et culturel, de moyens structurels viables et de fournir les gages de sa maturité. Bien des événements sont survenus: deux premiers ministres de deux majorités différentes se sont déplacés pour signer un contrat de Pays en 2002 et 2008.

A la veille de l'ultime phase de décentralisation, un ministre a reçu une délégation du Conseil des élus, mandatée pour porter ce dossier devant l'exécutif et nous l'espérons, devant le Parlement. «*Il n'y aura pas de structure administrative basque dans la prochaine loi de décentralisation, nous ne voulons pas ouvrir ce débat*», avez-vous déclaré.

Connaissez-vous donc en détail le contenu d'un projet de loi émanant d'un autre ministre avant que celui-ci n'ait été inscrit à l'ordre du jour du Conseil des ministres? Etes-vous si certain de ce qui sortira de l'examen de ce projet de loi avant que le Parlement ne se soit

prononcé? Ce «*nous*», qui ne veut pas de débat, est-il vraiment collectif et qui désigne-t-il?

Les choses sont claires dans votre esprit: «*Tant qu'ETA n'aura pas restitué les armes, nous demeurerons inflexibles*». Nous y voilà! Monsieur le ministre, ETA n'est pas le Pays Basque. ETA n'est pas la représentation nationale. ETA n'est pas le législateur qui doit examiner le projet de loi de Décentralisation porté par Madame la ministre Lebranchu. ETA n'a pas autorité pour négocier des modalités de création d'une collectivité territoriale ou d'un département avec les instances de la République. Ce n'est pas à ETA qu'il convient de s'adresser en la matière. C'est aux élus de la République que cette tâche incombe.

Il vous revient de garantir la continuité de l'Etat dans la sécurité civile intérieure et dans la lutte contre le terrorisme. A ce titre, il va de soi que le dépôt, la restitution des armes et le démantèlement de tous les réseaux terroristes actifs ou en sommeil sont une priorité. Nul n'en disconvientra.

Pour autant, ces exigences ne doivent jamais mener à l'amalgame entre les élus de la nation qui sont vos interlocuteurs au sein de la République, les citoyens français du Pays Basque, et ETA, que vous rapprochez dangereusement d'Al Qaida, et de Mohamed Merah dans une interview donnée à un quotidien étranger.



Kenavo

LE 31 octobre dernier, notre ami Yann Trelu, s'est éteint en Bretagne. Longtemps compagnon de route d'*Enbata*, durant la période où il vécut en Euskal Herria, ami proche de Jean-Louis Maitia, de Manex Goyhenetche et de tant d'autres, il a été témoin et acteur de la naissance de Seaska. Militant de l'UDB, il avait documenté ses amis bretons sur cette expérience avant que ceux-ci ne s'en inspirent pour créer Diwan. Yann fut aussi, fondateur et président du premier groupe de montagne d'Iparralde, l'association Auñamendi, qui, dès 1972, détonait certainement dans le paysage culturel basque, car elle constituait un pont entre les citadins de la côte, via la MJC du Polo-Beyris, et les ruraux de Bidarray, quelque peu estomachés de voir débarquer dans leur village, ces cohortes de jeunes passionnés. Parmi eux beaucoup de réfugiés politiques d'Hegoalde, accueillis avec chaleur dans le groupe, montagnards aguerris, s'attelant tous ensemble, sans rechigner, aux travaux de reconstruction de la vieille bergerie d'Etze-Zaharria, achetée 3 francs 6 sous par souscription collective. On garde de cette époque exaltante mille souvenirs savoureux. En précurseur, Yann a su tisser des liens entre plusieurs mondes, tout en restant fidèle à notre petit bout de terre. Maintenant qu'il s'en est allé, il est juste de le remercier de sa contribution créatrice et solidaire, au plus profond des fondamentaux de la culture euskaldun. Milesker, Yann. Kenavo.

M. O.

Faut-il vous rappeler que la Conférence de paix d'Aïete appelait à la cessation de la lutte armée, il y a tout juste un an? Faut-il vous rappeler le nom des signataires: Kofi Annan, Gros Harlem Bruntland, Berthie Ahern, Pierre Joxe, Gerri Adams, Jonathan Powell... Comment ne pas voir que la pacification a ouvert un espace de dialogue républicain inédit et asséner que: «Jamais ceux qui prônent la lutte armée ne pourront s'asseoir à la table de la République».

Qui prétend le contraire? Qui le souhaite? Quelle étrange conception du respect républicain. La France a assez fait les frais de ces pratiques émotionnelles, vaines et contre-productives. Nous, élus socialistes de la République, nous, élus des Pyrénées-Atlantiques, département bi organique, nous, élus de la majorité, et pour certains, membres du Conseil des élus, nous vous invitons à découvrir les réalités de notre territoire, à venir prendre la mesure de vos propos auprès de nos concitoyens, dans le Pays Basque français, de ce côté de la frontière.

Nous vous invitons à vous asseoir à notre table, conviviale socialiste et républicaine pour prendre part à ce débat.

Sylviane Alaux, Marie-Christine Aragon,
Mathieu Bergé, Colette Capdevielle,
Kotte Ecenarro, Frédérique Espagnac,
Francois Maitia, Christophe Martin

Martinen kronika



Et maintenant ?

DEPUIS ce 11 octobre, où Maryse Lebranchu, ministre de la Décentralisation, remettait une feuille de route qui ouvrait un vrai dialogue et permettait d'envisager un avenir institutionnel pour ce pays, un tsunami nous a traversés. En un mois, nous avons été renvoyés à une époque que l'on croyait révolue, celle qui préexistait avant que ne se mette en place des outils de reconnaissance territoriale auxquels des centaines de personnes ont participé depuis vingt ans. Nous pensions le Pays Basque reconnu, nous imaginions que nos gouvernants avaient une conscience avisée du travail accompli. En quelques mots jetés en pâte depuis Madrid, un ministre ignare parvenait à remettre en question ce consensus social qui reste un modèle du genre. Tant d'imbécillité confond!

Nous n'avions rien vu. Alors que l'émotion suscitait provoquait de très nombreuses réactions, l'acte 2 était en marche et, le 1^{er} novembre Aurore Martin faisait les frais de je ne sais quel marchandage odieux. Le théâtre de marionnettes qui s'en est suivi est tout simplement pathétique et ne fait pas honneur à tous ceux qui s'y sont prêtés. Drapés dans une hystérique posture républicaine, appelant à la barre de leur dérive, le droit et la loi, le spectacle auquel ils nous ont conviés est à la mesure de leur incapacité à s'inscrire dans l'Histoire qui s'écrira sans eux!

La «réception» le lundi 5, de quelques élus en sous-préfecture est venue comme le 3^{ème} acte indigne qui faisait défaut dans le décor. Démonstration de force, l'Etat barricadé derrière la grille de la honte, manifestait la volonté d'humilier parlementaires et autres élu(e)s du peuple qui venaient simplement déposer une lettre pour le Président de la République! La pièce tournait au ridicule.

Une marée humaine a répondu samedi à ces outrages répétés, une foule pacifique et sereine qui a signifié le rejet de ces outrances et manifesté sa volonté de paix. Ont-ils compris? Rien n'est moins sûr.

Le silence assourdissant du chef du gouvernement et l'esquive permanente du Président font que l'horizon ne s'en trouve encore que peu dégagé. Sont-ils à ce point otages de Madrid? Réalisent-ils le bouleversement intense qu'ils ont provoqué? Les appels à la libération d'Aurore risquent de se heurter à l'infamie machine judiciaire espagnole. Hollande a une sale histoire sur les bras.

La prochaine loi de décentralisation «n'aura pas de volet Pays Basque» assène l'énarrable ministre de l'Intérieur. Il faudra bien pourtant boucler le dossier. Sommes-nous en route pour que ce soit de la plus mauvaise des façons?

Les apprentis sorciers sont bien aux manettes, et cela n'est pas pour rassurer!

Une AG de transition

(Suite de la page 9)

Certains considèrent que, ces mois derniers, les anciens défenseurs d'une stratégie politico militaire ont beaucoup évolué en venant petit à petit à nos thèses, qu'il y a encore une progression à attendre et qu'il ne faut pas les braquer. Quitte à stagner aux élections et à ne pas récolter les fruits d'une maturation de la population à nos idées que l'on perçoit malgré tout. Il faudra donc des gestes forts. Et la seule fusion de ces trois mouvements n'y suffira pas. Car, ce nouveau concept

(«Espace politique commun»), tel que voté, ressemble aujourd'hui plus à une usine à gaz qu'à une démarche claire et opérationnelle. Il restera à préciser très vite le contenu organisationnel au sein d'EH Bai: quelle place pour les inorganisés et pour les adhérents des trois partis, comment on y adhère, comment se font les prises de décisions... Tout reste à faire. Les rendez-vous des européennes de 2014 et celui des régionales en 2015 seront un bon test.



Terrorisme

● Jean Haritschelhar

RIEN ne vaut la définition du dictionnaire, le Larousse en l'occurrence.

Terrorisme: action politique violente d'individus ou de minorités, menée contre des personnes, des biens ou des institutions; ensemble de ces actes de violence (individuel ou collectif, le terrorisme peut être divers dans ses modalités (assassinat, prise d'otage, pose d'explosifs, sabotage, etc.) comme dans ses finalités: indépendance d'un territoire, renversement d'un régime politique, contestation de certains aspects de la politique d'un Etat, etc.).

La définition est à la fois minutieuse et complète. Le XX^e siècle nous offre toute l'abondante palette du terrorisme, en particulier de terroristes devenus, par la suite, chefs d'Etat et souvent dictateurs. La révolution russe de 1917 est le fait d'une minorité qui s'imposa par la violence, spécialement avec Lénine et Staline et l'établissement d'un régime qui durera 70 ans. N'oublions pas que dans la résistance à l'occupant, entre 1940 et 1944, des actes de violence (de guerre menée par des clandestins) étaient qualifiés d'actes terroristes et par les Allemands et par le gouvernement de Vichy, parmi ceux-là l'assassinat de Philippe Henriot.

Hitler, même s'il est arrivé démocratiquement au pouvoir et donc, chef d'Etat légitime, s'est comporté en terroriste dans la mesure où il a semé la terreur dans toute l'Europe par l'in-

termédiaire des S.S, des S.A ou de la Gestapo, lui-même qui traitait de terroristes ceux qui le combattaient dans la clandestinité.

Le général Franco et le général Mola ont été des terroristes car ils ont mené une action politique violente, une guerre civile contre une institution qui était la République espagnole. Combien d'assassinats, en Navarre en particulier, dus à la répression exercée par Mola, l'exécution des seize prêtres basques par ceux-là mêmes qui menaient une croisade avec la bénédiction de l'épiscopat espagnol, les travaux forcés des prisonniers républicains qui travaillaient dans le fameux "Valle de los Caídos" à la gloire de celui qui, qualifié de rebelle aux débuts de la guerre civile, était devenu le chef d'Etat reconnu par tous les régimes politiques du monde entier. Je n'en excuse pas pour cela les exactions commises par les Républicains qui ne furent pas moindres, mais le chef d'Etat reconnu par tous n'en reste pas moins un terroriste, plus particulièrement pour les Basques, objets d'une répression singulière.

Ainsi naquit ETA, création de jeunes étudiants basques désireux de résister à l'oppression franquiste. Qualifié de terroriste par le franquisme puis par les divers gouvernements espagnols, ETA jusqu'au décès de Franco est accepté et soutenu par la majorité du peuple basque au moment du procès de Burgos et même applaudi lors de l'attentat contre l'ami-

“ Qualifié de terroriste par le franquisme puis par les divers gouvernements espagnols, ETA jusqu'au décès de Franco est accepté et soutenu par la majorité du peuple basque.”

ral Carrero Blanco, successeur désigné de Franco.

La mort de Franco marque un tournant entre ceux qui veulent continuer la lutte armée et ceux qui pensent que le politique doit l'emporter sur le militaire. C'est ce que les gouvernements espagnols n'ont jamais compris tellement leur seul but était de mettre ETA à genoux, mais qui est une réalité confirmée par l'absence d'attentats depuis trois ans et la fin des combats à la suite de la conférence d'Aiete depuis un an.

Mais la paranoïa gouvernementale est à la recherche de complices: le journal *Egunakaria* et son directeur, arrêté, torturé, puis blanchi et qui a fait condamner l'Etat espagnol par l'Europe à 20.000 euros de dommages et intérêts; la dernière en date étant Aurore Martin livrée à l'Espagne par le gouvernement français à la suite d'un mandat d'arrêt européen que la justice française n'a pas été capable de récuser, tellement les faits reprochés correspondent à un délit d'opinion, et cela, paraît-il, dans la patrie des droits de l'homme.

Notre couverture: La manifestation de samedi dernier au moment des prises de parole. Photo Le JPB.

Sur votre agenda

Azaroa:

- **du jeudi 15 au samedi 17, BAIONA** (IUT). 3^{ème} Université Populaire du PAF (Pour une Alternative Féministe). "Penser la famille. Au-delà du lien biologique, le concept de famille".
- **Samedi 17, 10h, UHARTE GARAZI** (Mairie). Assemblée générale de Hemen.
- **Larunbata 17a, ar.7etan, BAIONA** (Polo Beyriseko

Gaztetxean). Gaualdia antxerki eta kantu Integrazio batzordearen alde.

- **Larunbata 17a, OZTIBARRE**. Bota gaztetxeak 6 urte.
- **dimanche 25, 16h30, URRUÑA** (Salle polyvalente). Spectacle au profit de Urruñako Ikastola et du collège ikastola Larzabal de Ciboure avec: Joueurs de Txalaparta, Chants des enfants d'Urrugne et Ciboure, Niko Etxart et Hapa Hapa.

Ongi etorri Jean-Marie!

Azaroaren 17an Eiheralarren

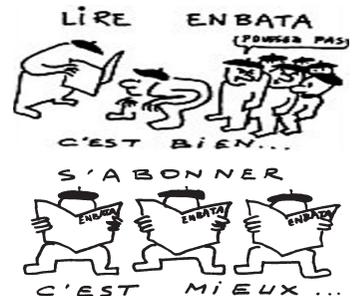
Jean-Marie Saint-Pée «Lako» preso politikoari ongi etorria
12.00: Ekitaldia herrikoia plazan.
13.30: Bazkaria Xoko Goxoa ostatuan. (20€) Kantuz taldearekin
Lekuak atxikitzeko azaroaren 15a aintzin 05 59 37 06 34



Herritarra zirelako,
Ongi etorri etxerat Lako!

Pour écrire à Aurore Martin

Aurore Martin
Centro Penitenciario Madrid V
Carretera Comarcal 611,
km37,6
E-28770 Soto Del Real (Madrid)



Sommaire

- **CAHIER N°1 ENBATA**
Impressionnant soutien aux preso 4
Collectivité territoriale 10 et 11
- **CAHIER N°2 «ALDA!»** quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0317 C 87190